

SYNTHESE DES QUESTIONS ET DEFIS CONCERNANT L'INITIATIVE DE LA MER DES CARAÏBES

L'objectif de cette synthèse est de présenter aux représentants des Pays membres de l'AEC près les Nations Unies les aspects les plus saillants du thème de la Mer des Caraïbes, afin de mettre à leur disposition les informations pertinentes dans le cadre de la recherche d'un consensus au sein de l'Assemblée des Nations Unies, appuyant l'idée de parvenir à une résolution déclarant la Mer des Caraïbes une zone spéciale dans le contexte du développement durable.

Section 1 : Analyse situationnelle

La protection du milieu marin a fait son entrée dans l'agenda mondial dès 1987 et est exposée dans le Rapport de Brundtland. Plusieurs autres réunions internationales ont donné lieu à des plans et stratégies tels que l'Agenda 21, le Programme d'action de la Barbade (PAB), le Plan de Mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ), et la Stratégie de l'Ile Maurice. Ces Conférences ont reconnu la situation spéciale du Développement durable des Petits Etats insulaires en voie de développement (PEID) et ont tenté de soutenir la protection du milieu marin par le biais de divers accords multilatéraux en matière d'environnement.

Jusqu'à présent, il existe plusieurs Conventions abordant cette question, telle que la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM) ou la Convention de Montego Bay, la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, le Code de bonne pratique sur les mouvements transfrontières internationaux de déchets radioactifs de l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA) et le Règlement de transport sûr des matières radioactives. Celles qui s'avèrent les plus pertinentes pour la région des Caraïbes sont la Convention de Montego Bay et la Convention pour la Protection et le Développement du Milieu marin de la Grande Caraïbe (Convention de Carthagène) et ses Protocoles. Ces conventions traitent particulièrement la conservation du milieu côtier et marin de la Caraïbe.

D'autres régions comme le Pacifique du Sud, la Méditerranée et les Etats se trouvant autour de la Mer noire, conscientes de leur caractère unique, ont mis en place des arrangements institutionnels pour soutenir les Conventions et Accords pertinents et ont aussi établi des mécanismes institutionnels sous forme de

Commissions. A cet égard, l'AEC propose d'encourager l'exploitation durable du milieu côtier et marin de la région de la Grande Caraïbe à travers la mise en œuvre de la proposition pour faire déclarer la Mer des Caraïbes une zone spéciale dans le cadre du développement durable. Un aspect essentiel de cette mise en œuvre est la création récente d'une Commission intergouvernementale par le Conseil des Ministres pour réaliser la planification stratégique et le travail technique de suivi pour la promotion de l'Initiative de la Mer des Caraïbes et l'élaboration d'un programme de travail pratique et orienté vers l'action en vue du développement continu et de la mise en œuvre de l'Initiative, en tenant compte du travail déjà entrepris par le Groupe Consultatif Technique (GCT) et les autres acteurs régionaux compétents.

La Mer des Caraïbes est un grand bassin sub-océanique d'une superficie d'environ 2,64 millions de kilomètres carrés. Elle est citée parmi les grandes mers et baies marginales dans la partie occidentale de l'Océan Atlantique et représente un espace maritime fragile et complexe. Elle est partagée par quelque 40 pays, Etats et Territoires ayant des tailles diverses et se trouvant à des étapes différentes de leur développement économique, qui en dépendent dans une mesure plus ou moins large, pour leur bien-être socioéconomique et environnemental. Parmi ces pays, Etats et territoires on trouve des archipels tels qu'ils sont définis par la Convention des Nations Unies de 1982 sur le Droit de la Mer, ainsi que les Etats, pays et territoires littoraux. Les pays, Etats et territoires¹ en question sont séparés par des détroits utilisés pour la navigation internationale. 75% de la circonférence de la Mer des Caraïbes étant séparée de l'océan ouvert par des masses territoriales continentales ou insulaires, la Mer des Caraïbes constitue un exemple parfait d'une Mer semi-fermée. Elle est elle-même divisée en 5 bassins sous-marins séparés les uns des autres par des massifs submergés et des crêtes. Il s'agit des bassins du Yucatan, de Cayman, de Colombie, du Venezuela et de Grenade.

De ce fait, il va sans dire que l'utilisation durable et la préservation de cette mer est importante. La vulnérabilité de cet environnement, en plus de son importance dans la création de revenus et le soutien des moyens d'existence de communautés entières, met en évidence le besoin d'acquérir des connaissances accrues et d'élaborer des lignes directrices pour la gestion côtière et marine. Le but final de l'action devrait consister à concilier les exigences écologiques et socioéconomiques et à suggérer une voie vers l'exploitation durable.

¹ Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Le Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Surinam, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Aruba, Antilles néerlandaises, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Iles Turques et Caïques, Anguilla, Bermudes, Iles Caimans, Porto Rico, Iles vierges britanniques et américaines, Saint-Martin, Montserrat

La reconnaissance des implications de ces défis (et le fait que les écosystèmes de la sous-région sont partagés parmi les pays situés à l'intérieur, ou autour de la Mer des Caraïbes), a incité à la recherche d'un cadre de coopération en vue de la gestion efficace de cette mer, qui soit conforme au *régionalisme maritime, et aux droits et obligations connexes*.

En vue d'atteindre ces objectifs, la Réunion ministérielle des Caraïbes sur le Programme d'action pour le Développement durable des Petits Etats insulaires en Développement (PADPEID), tenue à la Barbade du 10 au 14 novembre 1997, a élaboré une proposition pour la « reconnaissance internationale de la Mer des Caraïbes en tant que 'Zone spéciale' dans le cadre du développement durable. » Cela envisageait un concept qui reconnaissait que l'Article 57 de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer de 1982 mettait des espaces océaniques énormes à la disposition des Etats côtiers. Pour les PEID, cette disposition avait un impact encore plus fort étant donné qu'elle plaçait sous leur juridiction des espaces maritimes qui étaient dans beaucoup de cas plusieurs fois plus grands que leurs surfaces terrestres respectives. Plus important encore, les PEID ne disposent généralement pas des conditions financières et institutionnelles et de la main-d'œuvre requise pour exercer leurs droits et leur juridiction sur ces espaces maritimes, ou utiliser ces ressources de façon durable. Jusqu'ici la demande formulée par les pays, Etats et territoires de la Grande Caraïbe n'est pas encore agréée.

Faisant suite à la Réunion ministérielle de novembre 1997, jusqu'à quatre résolutions englobant les objectifs de la Proposition de la Mer des Caraïbes ont été adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir les résolutions 54/225, 55/203, 57/261 et 59/230, qui ont été adoptées aux 54^e, 55^e, 57^e et 59^e sessions respectivement. Jusqu'ici la demande formulée par les Pays, Etats, Territoires de la Grande Caraïbe pour faire de la Mer des Caraïbes une zone spéciale n'a été encore agréée.

La proposition de l'AEC consistant à obtenir que la Mer des Caraïbes soit déclarée une zone spéciale dans le contexte du développement durable est basée en reconnaissant l'importance du milieu marin comme une ressource clé, tant au niveau social, économique et qu'au niveau politique de la réalité caribéenne.

Section 2 : Les défis économiques et sociaux

Les économies généralement libres de certains pays de la Caraïbe et leur situation géographique entre les continents, ont contribué à la croissance de beaucoup de ports. Les énormes ports de transbordements situés à Kingston et à

San Juan représentent les deux ports les plus importants au sein de la Caraïbe. Il y en a d'autres, tels que Barranquilla, Charlotte Amalie, Cienfuegos, Cristobal, La Guaira, Port d'Espagne, Santiago de Cuba, et Willemstad.

Pour les pays de la Caraïbe, le milieu marin est la ressource naturelle la plus importante, car environ 60% de leur Produit national brut (PNB) dépend de l'exploitation de ses ressources.

Naturellement, il existe une grande interdépendance entre les économies de la Caraïbe, le bien-être du peuple caribéen et le milieu côtier et marin. Par exemple, le tourisme maritime et la pêche sont les principales activités économiques et la zone côtière est la première zone d'installation. Parmi les principaux services générant des revenus pour les régions de la Mer des Caraïbes on trouve les valeurs esthétiques, culturelles et de loisirs. Sur le plan économique dans la plupart des îles, les recettes touristiques représentent 15 à 99% des biens et services.

Section 3: Le Cadre environnemental

Le paysage marin de la région des Caraïbes présente un aspect assez varié. Par exemple, on peut citer:

- L'existence de plusieurs détroits stratégiques et les conséquences de ceux-ci sur les couloirs de navigation et d'autres usages maritimes ;
- La relation existant entre le développement portuaire, le trafic maritime et la pollution marine ;
- L'allocation relativement faible en terme de ressources aussi bien vivantes que non vivantes de la presque totalité de la Mer des Caraïbes ;
- La complexité de la pêche y compris les espèces migratoires et chevauchantes et la gestion des ressources générales qui résulte des facteurs énumérés ci-dessus ;
- Le besoin objectif de coopération au niveau bilatéral ou sous-régional dans des domaines tels que la gestion de la pollution et la conservation des ressources vivantes, entre autres.

Le *Plan de Mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ)* et la *Stratégie de Mise en œuvre de l'Île Maurice (MIM)* reconnaissent le lien étroit entre les activités réalisées dans le milieu terrestre et marin. En effet, l'expansion explicite du champ d'application du concept de *développement durable* fait ressortir un certain nombre de secteurs opérationnels qui revêtent une importance primordiale pour les PEID de la Caraïbe. Par exemple, le tourisme maritime et la pêche sont les principales activités économiques et la zone côtière est la

première zone d'installation. Parmi les principaux services générant des revenus pour la région de la Mer des Caraïbes on trouve les valeurs esthétiques, culturelles et de loisirs. Sur le plan économique dans la plupart des îles, les recettes touristiques représentent 15 à 99% des biens et services.

Malheureusement ces biens et services de l'écosystème sont menacés par :

- Le changement climatique et la hausse du niveau de la Mer ;
- Le déboisement et le défrichement pour le développement touristique intensif. Cela comprend la destruction des mangliers et prairies sous-marines provoquant la perte de sol et le ruissellement d'engrais débouchant sur des efflorescences algales, exerçant une forte pression sur les zones côtières ;
- La destruction des récifs coralliens et de leur flore et faune ;
- La pollution et en particulier sources de pollution terrestres – les déchets ménagers ont été identifiés en tant que principale source de pollution des eaux côtières de la Caraïbe ;
- Accidents lors de l'exploitation et du transport de pétrole par voie maritime;
- Acheminement de déchets nucléaires et dangereux par voie maritime.

Par ailleurs, les exemples suivants démontrent des dangers potentiels au développement régional :

a) Les déchets ménagers ont été identifiés en tant que principale source de pollution des eaux côtières et maritimes de la Caraïbe. En 1993, seul 10% des déchets générés dans la région ont été traités. La couverture limitée et la mauvaise condition des systèmes existants de traitement de l'eau, ainsi que l'éducation et la sensibilisation publiques défaillantes au sujet de l'élimination des ordures ont eu des effets graves sur les eaux côtières.

b) Le creusement de canaux à travers les récifs coralliens afin de faciliter le développement de services portuaires et de marinas, la pollution de la navigation interne, les eaux de lest, les déchets des bateaux de plaisance, des croisières et des grands bateaux de pêche commerciale venant de l'extérieur, débouchent sur des écosystèmes très fragiles dans des pays où les moyens d'existence de la population dépend des ressources côtières et maritimes.

c) 50% du trafic de croisières au niveau mondial passe par la Mer des Caraïbes.

d) La région se situe dans une des sept zones d'orages tropicaux réguliers dont environ 10 par an en moyenne deviennent des cyclones, au moins 3 de ces derniers touchant les îles et territoires de la région des Caraïbes. Les effets des orages et des cyclones pourraient s'accroître en raison du réchauffement de la planète et de l'élévation du niveau de la mer qui en résulte. Cela revêt une importance particulière pour les Petits Etats Insulaires en Développement de la région. Le développement d'une capacité accrue pour faire face même à la fréquence et à la gravité actuelles des orages tropicaux et des cyclones est une préoccupation commune de tous les Etats de l'AEC. Un autre sujet d'inquiétude croissante est l'aptitude à surveiller le risque de tsunamis. Bien qu'ils soient historiquement peu fréquents dans la Mer des Caraïbes, la dévastation causée par le tsunami de 2004 dans l'océan indien a soulevé une préoccupation légitime quant à la survie des millions de personnes dans les nombreux petits Etats vulnérables de la Caraïbe.

e) L'extraction des ressources naturelles, y compris la pêche, augmentera en raison de l'augmentation de la population et des activités de développement, influant négativement sur les limites de rendement et les taux de renouvellement. Cette augmentation a déjà mis bon nombre d'espèces en danger d'extinction.

f) Les sources terrestres de pollution marine et le développement touristique intensif (le tourisme au sein de la région est responsable de plus de 34% du PNB, créant environ 2,4 millions d'emplois) comportent des risques et produisent des effets négatifs sur l'environnement.

Section 4 : Le Cadre juridique et les Défis institutionnels

a) Le Cadre géopolitique :

Sur le plan politique, il existe des colonies (par exemple, les Iles Vierges britanniques et Montserrat), un Etat associé (Porto Rico), les Départements français d'Outre-Mer (la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane), les Antilles néerlandaises (hollandaises) et les territoires appartenant aux Etats-Unis d'Amérique. Ainsi, nombreux Etats côtiers de la Caraïbe constituent une mosaïque politique, culturelle et linguistique et constitutionnelle (néerlandophones, anglophones, francophones, hispanophones et créolophones).

En ce qui concerne le Droit de la Mer, les défis auxquels font face nombre de - pays de la Grande Caraïbe sont, *entre autres* :

1. Le développement de politiques océaniques nationales, y compris la gestion des zones côtières, accompagné de la législation, des règlements et des pratiques nécessaires, susceptibles de fournir un cadre pour un régime de gestion intégrale;
2. Le développement ou le renforcement, le cas échéant, de la capacité institutionnelle, administrative, scientifique et technologique en vue de la gestion et de l'utilisation efficaces des ressources de la Zone économique exclusive (ZEE) sur une base durable ;
3. Le développement d'un inventaire complet des ressources de la ZEE : qu'elles soient vivantes ou non vivantes ; et
4. La mise en place d'espaces marins protégés.

Toutes ces questions sont donc étroitement liées à la demande pour faire déclarer la Mer des Caraïbes une zone spéciale dans le contexte du développement durable.

b) Les Défis juridiques, politiques et institutionnels

Nonobstant les progrès éventuels, la principale question en suspens reste la définition de ce qu'on entend par une «zone spéciale dans le contexte du développement durable» L'AEC, les Etats, Pays et Territoires de la Grande Caraïbe, dans leur ensemble sont pelés à définir le régime envisagé. Il est présenté ci-après les résultats des discussions menées par la Commission sur la Mer des Caraïbes, créée par l'AEC.

Qu'entend-t-on par Zone spéciale dans le contexte du développement durable?
A quoi un tel arrangement ressemblerait-il ?

La zone spéciale dans la perspective du développement durable s'insère dans le cadre des Articles 122 et 123 de La Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer (CNUDM) et n'est pas incompatible avec les dispositions de MARPOL. La Zone spéciale est aussi conforme au Programme pour les Mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) en ce qui concerne la portée de gestion et les droits et devoirs des sujets du droit international auxquels elle s'applique. Elle est tout aussi compatible avec l'Agenda 21 et le SIDSPOA. Dans l'élaboration du concept de la Mer des Caraïbes comme zone spéciale dans la perspective du développement durable, la réunion ministérielle de 1997 a exploré les instruments aussi bien régionaux qu'internationaux qui seraient en mesure de fournir des éléments pratiques de législation internationale et dont la pratique pourrait apporter un appui à la proposition et au développement et à la mise en opération de celle-ci. C'est dans ce contexte qu'il a été indiqué que la proposition de « zone spéciale dans le cadre du

développement durable » viserait à faire avancer la Convention de Carthagène ainsi que MARPOL 73/78.30. S'agissant de ce dernier instrument, il est bien connu en raison de la désignation en 1990, conformément aux dispositions de son Annexe V, de la région de la Grande Caraïbe en tant que « zone spéciale ».

C'est dans ce contexte que nous nous permettons de proposer la définition de travail suivante de la zone des Caraïbes en tant que Zone spéciale dans la perspective du développement durable :

La Mer des Caraïbes en tant que « zone spéciale » signifie la Mer semi-fermée, y compris ses ressources et zones côtières connexes, qui, pour des raisons techniques reconnues ayant trait à sa condition océanographique et écologique, nécessite l'adoption de mesures obligatoires spéciales destinées à sa préservation et développement durable, en tenant dûment compte des paramètres économiques, sociaux et écologiques.

Etant donné l'importance de cet aspect de la discussion il s'avère très utile de reprendre quelques « repères » qui doivent accompagner tout effort visant à donner une vie institutionnelle à la définition précédente. Ils comprennent quelques impératifs qui ont depuis longtemps été adoptés par la CEPALC et d'autres acteurs importants. L'AEC, à travers la Commission, reconnaît le besoin de travailler sur les aspects suivants :

- L'adoption et la mise en place d'un accord régional solide et bien structuré (Traité) semblent constituer des éléments essentiels de tout régime national de gestion des zones côtières et marines. Un tel accord définirait l'étendue et la juridiction de ce régime et doterait le processus de gestion de certitudes et de légitimité ;
- Un accord régional s'avère également nécessaire pour éclaircir les définitions des obligations, devoirs et avantages des parties contractantes respectives. L'absence ou l'insuffisance de dispositions concernant la mise en application et la conformité constitue une faiblesse évidente des accords régionaux existants ;
- Compte tenu du cadre juridique international régissant les zones côtières et maritimes, tout accord régional doit être conforme au droit international ;
- Pour être efficace, l'accord régional doit engager tous les Etats côtiers de la région ;
L'approche habituelle des accords régionaux, suivant le modèle du PNUE, a été d'adopter des conventions cadres, complétées par un certain nombre de protocoles détaillés traitant d'enjeux techniques spécifiques. Les accords régionaux les plus récents ont aussi codifié

le droit mou des principes contenus dans la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement en tant qu'éléments fondamentaux ;

- Les accords régionaux présentent l'avantage supplémentaire de disposer de plans d'action régionaux, de stratégies et de politiques ayant force de loi. Comme indiqué précédemment, certains accords régionaux nécessitent que les parties promulguent des lois et des politiques sur l'environnement au niveau national. De tels accords régissent aussi les fonctions administratives, telles que les responsabilités assumées par le Secrétariat, les autres dispositions institutionnelles et le financement. La création d'un fonds en fidéicomis régional pour l'environnement, comme proposé par la MSI, destiné à financer l'exécution de l'accord, du plan d'action et des projets régionaux, représente une innovation appréciable dans la région méditerranéenne ;
- L'accord régional devrait encourager la création de centres d'excellence parmi les Etats côtiers de la région. Ces centres s'intéresseraient en priorité à des domaines tels que la pollution, le changement climatique, la gestion des zones côtières, la biodiversité, le patrimoine et la culture, la pêche, la télédétection et les questions technologiques.

Ces défis, en plus du fait que les écosystèmes de la sous-région sont partagés entre les pays situés ou se trouvant sur le littoral de la Mer des Caraïbes, ont influé sur la recherche d'un cadre de coopération pour la gestion efficace de la zone de la Mer des Caraïbes en vue de son développement durable dans la perspective du *régionalisme maritime*. C'est pour cette raison que les pays de la Caraïbe continuent de demander à la communauté internationale de déclarer la Mer des Caraïbes une « Zone spéciale dans la contexte du Développement durable. »

Section 5: Le Rôle de l'AEC

Il conviendrait alors d'incorporer dans la discussion, la décision récente prise par le Conseil des Ministres de l'Association de créer, par l'Accord ministériel 6/06, une Commission de suivi de l'Initiative de la Mer des Caraïbes afin de poursuivre cet objectif fondamental, à savoir la reconnaissance internationale de la Mer des Caraïbes en tant que Zone spécial le contexte du Développement durable.

Entre autres choses, l'Accord a défini le mandat de l'entité, qui s'est appelé Commission de la Mer des Caraïbes, de la manière suivante :

Le mandat de la Commission de suivi consistera à réaliser la

planification stratégique et le travail technique de suivi pour la promotion de l'Initiative de la Mer des Caraïbes et l'élaboration d'un programme de travail pratique et orienté vers l'action en vue du développement continu et de la mise en œuvre de l'Initiative, en tenant compte du travail déjà entrepris par le GCT et les autres acteurs régionaux compétents.

Conclusion:

Au nom des peuples de la Grande Caraïbe, pour lequel la Mer des Caraïbes est le patrimoine commun, l'AEC a l'intention de persévérer dans sa demande légitime pour que la communauté internationale reconnaisse et accepte que la Mer des Caraïbes soit déclarée une Zone spéciale dans le contexte du développement durable. L'AEC a fait un certain nombre de propositions, y compris présenter une définition de travail sur le concept de «zone spéciale», établir un mécanisme institutionnel approprié, approfondir des discussions pour la solvabilité financière de la Commission; de même, elle a élaboré un cadre légal pouvant être accepté par les instances régionales et internationales.

L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAIBE (AEC)

La **Convention** créant l'AEC a été signée le 24 juillet 1994 à Carthagène, Colombie.

Les **objectifs** de l'AEC sont précisés dans la Convention et basés sur les aspects suivants : renforcement du processus régional de coopération et d'intégration afin de créer un espace économique élargi dans la région ; préservation de l'intégrité environnementale de la mer des Caraïbes qui est considérée le patrimoine commun des peuples de la région ; et promotion du développement durable de la Grande Caraïbe.

Domaines prioritaires : Le commerce, le transport, le tourisme durable et les catastrophes naturelles.

Organisation : Les principaux organes de l'Association sont le Conseil des ministres, qui est le principal organe de formulation de politiques et d'orientation de l'Association, et le Secrétariat.

Les **Comités spéciaux** se concentrent sur : le Développement du Commerce et les Relations économiques extérieures ; le Tourisme durable ; le Transport ; les Catastrophes naturelles ; et le Budget et l'Administration. Par ailleurs, un Conseil des Représentants Nationaux du Fonds spécial est chargé du suivi des efforts de mobilisation de ressources et du développement des projets.

Les **Etats membres** ont le droit de participer et de voter de plein droit aux réunions des Conseils des Ministres et des Comités Spéciaux de l'Association. Les Etats membres sont: Antigue-et-Barbude, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la Dominique, la Grenade, le Guatemala, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, la République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Christophe et Nièves, Saint-Vincent et les Grenadines, le Salvador, le Surinam, Trinité-et-Tobago, le Venezuela.

Les **Membres Associés** ont le droit d'intervenir dans les débats et de voter aux réunions du Conseil des Ministres et des Comités Spéciaux sur les questions les concernant directement et relevant de leur compétence constitutionnelle. Les Membres associés sont: Aruba, la France (au titre de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique), les Antilles néerlandaises et les Iles Turques et Caïques.

Observateurs fondateurs: CARICOM, CEPAL, CTO, SELA, SICA et SIECA.

Observateurs: Argentina, Brésil, Canada, Chili, Corée, Egypte, Equateur, Espagne, Finlande, Banque centraméricaine d'Intégration économique (BCIE), Inde, Italie, Maroc, Pérou, le Royaume des Pays Bas, le Royaume Uni de Grande Bretagne, Russie, Turquie, Ukraine.

MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA MER DES CARAIBES

Etats membres et membres associés :

Antigue-et-Barbude
Les Bahamas
Barbade
Belize
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Christophe et Nièves
Saint-Vincent et les Grenadines
Le Salvador
Surinam
Trinité-et-Tobago
Venezuela

France -(au titre de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane)
Aruba
Antilles néerlandaises

Experts :

Professeur John Agard
Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

Membres permanents.

Le Secrétaire général de l'AEC

Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe des Nations Unies (CEPALC)

Communauté des Caraïbes (CARICOM)

Système économique latino-américain (SELA)

Système d'intégration centroaméricain (SICA)

Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA)

Organisation de tourisme de la Caraïbe (CTO).